



**SEANCE DU BUREAU DU 14 JANVIER 2021
DECISION N° 2021-005- DB**

Date d'affichage : 21 janvier 2021	Le quatorze janvier deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guigliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le cinq janvier deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52	
En exercice : 52	
Quorum : 27	
Présents: 39	Membres présents en séance :
Excusé(s) : 9	Présents : (39)
dont pouvoir(s) : 3	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Armel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 4	
Nombre de votants : 42	
Secrétaire de séance :	
M. Anatole MICHEAUD.	Excusé(s) : (9) Christian RUAAULT, Sophie TUBIANA, Didier ROUSSEAU, Jean-Philippe RETIF, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Eric LEFIEVRE, Pierre de BOUTRAY, Jacqueline TARDIVEL Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3) Didier ROUSSEAU à Gérard POLICE, Yann PILVEN Le SEVELLEC à Eric TOURON, Thierry MORISSET à Jean-Pierre ANTOINE Absent(s) : (4) Frédéric MORTIER, Astrid LELIEVRE, Isabelle GRANDHOMME, Jacky MARCHAND

CONVENTION PASSÉE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA SPL SAUMUR VAL DE LOIRE TOURISME CONCERNANT L'OCTROI D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE COVID 19 SUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2020

Au même titre que les professionnels du secteur du tourisme, la SPL Saumur Val de Loire Tourisme a subi, suite à l'épidémie de COVID 19, une forte baisse de son activité et notamment de son activité commerciale impactant de manière substantielle ses recettes :

Ainsi sur l'année 2020 :

- Partie Boutique : - 50 % des recettes par rapport à 2019
- Partie Billetterie : - 50 % des recettes par rapport à 2019
- Partie Réceptif groupe : -80 % des recettes par rapport à 2019
- Partie : Réceptif individuel : - 50 % des recettes par rapport à 2019

A titre d'illustration, les recettes commerciales de la SPL devraient être de 275 000 € en 2020 contre 470 000 € en 2019.

Pour amortir cette perte d'activité et de recettes, la SPL a eu une action sur ses ressources humaines. Elle a ainsi eu recours à l'activité partielle (depuis novembre 2020 à raison de trois jours de chômage partiel par semaine), les salariés en congés maternité et maladie n'ont pas été remplacés.

Elle a par ailleurs obtenu le fonds national de solidarité.

En complément de ces mesures, et pour soutenir la SPL Saumur Val de Loire Tourisme, le Conseil de Communauté, réuni en séance le 17 décembre 2020, a décidé d'octroyer à la SPL, dans le cadre de sa décision modificative n°3 au budget 2020, une subvention exceptionnelle de 30 000 €.

Cette subvention exceptionnelle, excédant un montant de 23 000 €, doit faire l'objet d'une convention soumise à l'approbation du bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale,

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant,

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, modifiée par la délibération n° 2020-180 DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la délibération n° 2017/016 DC du 2 février 2017, complétée par la délibération n° 2017/086 DC du 23 mars 2017 et la délibération n° 2019/004 DC du 7 février 2019 des Conseils de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant la détermination de l'intérêt communautaire des compétences de la collectivité et notamment en matière de développement économique dans le cadre des conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT,

Vu les dispositions de la convention ci-annexée fixant les conditions d'attribution de cette subvention,

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :

- **D'APPROUVER** la convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la SPL Saumur Val de Loire Tourisme, afin de définir les engagements réciproques et les modalités de versement de la subvention exceptionnelle allouée à la SPL Saumur Val de Loire Tourisme suite au COVID 19 et qui s'élève à 30 000 € au titre du budget 2020 ;

- **D'AUTORISER** le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 42 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

20 JAN. 2021

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET



Matière de l'acte	7 Finances Locales	7.5 Subventions 7.5.2 Subventions accordées aux SEM et aux SPL
-------------------	--------------------	----------------------------------------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »